



CRISE DES RÉFUGIÉS: L'EUROPE À L'AGONIE ?

PAR

MARC GUIOT

Le Monde écrit : Sous le choc de la vague migratoire, l'Europe se disloque, se désintègre, se déconstruit. Sauf sursaut d'ici à un prochain « sommet » européen en avril, les historiens dateront certainement de cette affaire, de ces années 2015-2016, le début de la décomposition de l'Europe. Ils diront que ce fut un beau projet commencé au milieu des années 1950 et qui s'achève avant le premier quart du XXI^e siècle.

Faut-il en conclure que le rêve européen se transforme doucement en cauchemar ? Certes, ce n'est pas le sentiment dominant en Belgique où l'idée européenne et le concept d'une fédération d'Etats font depuis très longtemps partie des meubles. Il n'empêche que dans l'inconscient collectif, l'image des dirigeants européens s'est fortement écornée. Seule l'Allemande Angela Merkel conserve un vrai capital de crédibilité. Assurément elle n'est plus regardée comme la chancelière de fer inflexible et omnipotente mais comme le visage humain de l'Europe, le seul qui conserve un certain crédit dans l'inconscient collectif.

L'esprit européen aura soufflé, avec le soutien des peuples, plus d'un demi-siècle, avant que le projet ne s'éteigne, devenu impopulaire, victime de son incapacité à se renouveler, plombé par l'absence de dirigeants politiques européens d'envergure.

À l'évidence, le crédit moral de la Commission et de ses membres s'est effondré. On leur reproche un manque de caractère et d'initiatives. Seul le président du Parlement européen l'Allemand Schulz est regardé comme une personnalité européenne de premier plan. On prend conscience partout qu'il manque à l'Europe deux choses essentielles : une politique extérieure cohérente et ambitieuse, mais surtout une armée européenne capable d'intervenir rapidement là où c'est nécessaire et de donner du poids et de la crédibilité à la politique étrangère de l'Europe.

On ne s'étonnera pas que, selon nous, il manque un troisième volet, sans doute plus important que les deux premières à savoir une politique culturelle et éducative commune susceptible de transmettre aux jeunes générations l'esprit européen des pères fondateurs. Nous répéterons une fois encore que seule Eyes of Europe regarde cela comme un objectif essentiel et prioritaire, un moyen de créer à assez court terme cette opinion publique européenne qui manque cruellement aujourd'hui. Tant que l'on ne fera pas rêver les jeunes Européens d'un dessein européen commun on n'arrivera à rien. L'Europe c'est d'abord des valeurs incarnées dans une culture millénaire qui





n'est plus vraiment transmise par les systèmes éducatifs nationaux et régionaux en déclin. Le grand drame c'est que L'Europe traverse une crise aigüe de la transmission et de l'identité.

Mais ajoute le Monde : il ne faut pas désespérer d'une possible rémission. Les Européens se déchirent sur la crise des migrants. Les Européens soit ne veulent pas, soit ne peuvent pas faire face ensemble. Ils savent qu'il n'y a pas de solution unilatérale. Ils n'ignorent pas que les questions posées par l'afflux de ces cohortes de malheureux fuyant les guerres d'Irak et de Syrie sont par nature transnationales.

La tragédie des réfugiés coupe le vieux continent en deux selon une brisure entre une Europe de l'Est de plus en plus fascisante qui refuse toute forme de solidarité (les pays dits « de Visegrad ») et les autres qui ne sont pas vraiment enthousiastes à l'idée d'accueillir toujours plus de migrants chez eux et où se renforce également un courant de pensée d'extrême droite.

Même votées dans les règles, les décisions prises par les sommets des chefs d'Etat et de gouvernement sont violées sans vergogne par des pays membres qui ne s'estiment aucunement liés par leur signature.

Le Hongrois Viktor Orban qui est l'incarnation de ce nouvel élan fascisant, veut organiser un référendum pour approuver ou non l'accueil des quelques centaines de réfugiés attribués à la Hongrie. Il en va, a-t-il dit, de la préservation du « profil culturel, religieux et ethnique » de son pays.

En principe, les pays membres se sont mis d'accord en septembre sur la « relocalisation » de quelque 160 000 réfugiés, chaque Etat membre en accueillant selon ses possibilités. et la Suède – referment leurs portes.

Cependant que la Belgique, amie de la France, rétablissait des contrôles aux frontières de crainte d'un afflux de migrants provoqué par le démantèlement partiel de la « jungle » de Calais...

Bref, une addition de réflexes nationaux, conflictuels et querelleurs. Comme avant « l'Europe »...

ACCUEIL DES RÉFUGIÉS EN BELGIQUE : DE LA MÉTHODE, DE L'OBJECTIVITÉ

Béatrice Delvaux éditorialiste en chef du Soir analyse la situation d'une manière sobre et pragmatique, à la belge.

Le feu vert a été donné pour le plan de répartition des réfugiés en Belgique.

Un plan de répartition des réfugiés ? Ce que l'Europe a décidé, mais tente depuis des mois sans succès de mettre en place, vient d'être validé à l'échelle de la Belgique.





Le plan belge prévoit des quotas par commune , en fonction de critères clairs, et il est assorti de sanctions pour les réfractaires. Ce plan, qui doit à ce stade répartir 5.000 demandeurs d'asile dans 589 communes, devrait avoir comme résultat pour la majorité des communes, selon le secrétaire d'État à l'Asile, Theo Francken, de ne pas devoir accueillir plus de dix personnes.

La panacée ? Non. Nombre de questions, financières par exemple, restent encore à résoudre et sont posées, entre autres, par les CPAS aux autorités politiques. Par ailleurs, la situation et le nombre d'arrivants vont encore évoluer.

C'est en la prenant en charge à temps, de façon coordonnée, en discutant des solutions à trouver, en les négociant avec les différentes parties, en objectivant les paramètres retenus, et en appliquant systématiquement les mesures prises et annoncées, qu'on peut évacuer les craintes légitimes ou les fantasmes des uns, et apporter des solutions dignes et humaines aux autres.

UNE RÉPARTITION UTILE

Au début de cette crise, les communes se renvoyaient la balle, certains édiles locaux se lançant dans la surenchère d'« on ne veut pas d'eux chez nous » ou « on a déjà donné ». Des émotions et des provocations ingérables. La réalité des chiffres on le constate à nouveau, sont loin de rimer avec « invasion ».

Les plans de répartition à l'intérieur de chaque pays sont utiles, en soi, mais forment aussi la base de la solution européenne. Si chaque pays européen arrive avec un dispositif interne qui fonctionne, la répartition globale des réfugiés entre les Etats membres, gagnera en facilité et en efficacité.

C'est la volonté politique de trouver et d'appliquer des solutions qui est motrice. L'Europe a décidé d'un dispositif, elle doit le faire fonctionner. C'est la seule manière de rassurer les opinions publiques, d'éviter les explosions de haine et de canaliser avec humanité les arrivées de réfugiés.

Il ne faut pas être politologue ni historien pour comprendre que cette fois, l'Europe est vraiment à la croisée des chemins. Dans un article téméraire, Jacques Attali insiste sur la nécessité d'une collaboration indispensable avec la Turquie pour résoudre la crise des réfugiés.

Le prochain sommet entre l'Union européenne et la Turquie sur la question des réfugiés nous rappelle l'importance majeure de ce pays dans notre histoire et dans notre avenir.

Ce sommet, d'abord, est crucial : si on n'arrive pas à y trouver un accord avec Ankara , ce sont des millions de réfugiés, aujourd'hui retenus dans les camps





turcs, qui débarqueront dans les îles grecques, pour prendre la longue route qui les amènera jusqu' en Allemagne, en France, ou en Suède.

Et les Turcs, qui réclament aujourd'hui des concessions majeures de l'Union, ont beau jeu de soutenir qu'ils abritent et financent, en proportion de leur population, 10 fois plus de réfugiés que les Européens.

C'est donc notre intérêt qu'ils continuent à le faire. Aucune concession ne sera trop chère payée.

La Turquie est aussi essentielle, pour nous, par le rôle qu'elle joue dans le conflit en Syrie et en Irak.

Un rôle dangereux enfin: car son hostilité, désormais déclarée à l'égard de la Russie (dont elle a tué un pilote) et plus implicite à l'égard de l'Egypte, de l'Iran et de l'Arabie Saoudite, et son alliance avec le Qatar compliquent sérieusement la conduite des opérations militaire en Syrie et la recherche de toute solution diplomatique. .

Tout faire, inlassablement, pour réintroduire la Turquie dans le jeu européen devrait être donc la priorité absolue de notre diplomatie..

Si on y parvient, et ce ne sera pas simple, il faudra se souvenir de cette catastrophe évitée de justesse pour ne pas refaire la même erreur avec les Russes en les isolant eux aussi, et en les rendant, eux aussi agressifs : rien n'a jamais été pire, pour nous, Européen, que de nous couper de nos voisins. (Jacques Attali)

On ne demande pas à nos hommes d'État d'être agrégés d'histoire mais on leur demande en revanche de s'entourer correctement, non pas d'experts mais de sages qui ont le sens du *temps long* si cher à Fernand Braudel. Jacques Attali ne cesse de nous le rappeler : notre alliée naturel c'est bien plus la Russie que les États-Unis. Les Américains n'aiment pas l'Europe et ils utilisent leur allié britannique pour briser ses élans et casser sa dynamique. L'Europe a tout intérêt à se rapprocher de la Russie avec qui elle entretient depuis près d'un millénaire des relations d'échange culturelles et commerciales. Quant à la Turquie, il y a bien longtemps qu'elle a cessé d'être l'homme malade de l'Europe. Les Ottomans ont un pied en Europe et ils rêvent depuis longtemps d'y poser leur seconde jambe. Faut-il leur ouvrir l'accès à l'union européenne ? Beaucoup y sont fermement opposés car ce serait, selon eux, renforcer la présence islamique en Europe. Mais attention que les réfugiés qui s'accumulent par millions sur le sol Turcs ne déferlent demain sur les terres européennes. Angela Merkel qui est sans doute moins myope que ses collègues a surtout la mémoire plus longue qu'eux. Elle se souvient que depuis l'époque de Kaiser Guillaume l'Allemagne et l'empire ottoman ont souvent collaboré. Il serait temps que l'Europe prenne vraiment son autonomie et se forge une politique étrangère indépendante de celle des États-Unis. Cela suppose que Bruxelles développe une politique extérieure audacieuse et indépendante et que l'Europe se donne les moyens de cette





politique en créant une armée européenne qui n'ait aucun lien avec celle de l'OTAN.

Les Européens ont le choix entre l'audace et l'agonie. L'audace et la témérité c'est également le lancement sans plus d'atermoiements du programme Eyes of Europe.

MARC GUIOT

BRUXELLES LE 4 MARS 2016

